

## Peacebuilding Commission Press Statement

### Partnership for Prevention and Peacebuilding in Burkina Faso

6 March 2020

[Scroll down for French Version]

At the request of the Government of Burkina Faso, H.E. Mr. Marc-André Blanchard chaired a meeting of the Peacebuilding Commission (PBC) on “Peacebuilding and sustaining peace in Burkina Faso” in New York on 5 March.

The meeting took place against the background of a worsening security situation, which has multiplied the humanitarian challenges facing the country, and amid considerable efforts by the Government of Burkina Faso to respond to these rapidly evolving threats. The Minister of Economy, Finance and Development, H.E. Mr. Lassané Kaboré, presented a Priority Action Plan (*Matrice d’Actions Prioritaires – MAP*), which the Government of Burkina Faso formally adopted just prior to the meeting, in close collaboration with the African Development Bank, the European Union, the United Nations and the World Bank. These partners were present at the meeting and highlighted their commitments in support of the Plan’s areas of action, namely: (i) Security and Rule of Law; (ii) Social Services; (iii) Local Governance; and (iv) Resilience and Social Cohesion.

United Nations Under-Secretary-General for Political and Peacebuilding Affairs, Ms. Rosemary A. DiCarlo, who visited Burkina Faso recently, described UN-system wide efforts in support of Burkina Faso’s peacebuilding priorities.

The Peacebuilding Commission expressed deep concern over the deteriorating security and humanitarian situation and conveyed solidarity with the people and the Government of Burkina Faso. Member States condemned the multiple attacks by extremist groups against civilians, security forces and public servants as well as public and private infrastructures and worship venues, particularly in the Sahel, North, Central North, East, Central East and Boucle de Mouhoun regions. The Commission deplored security incidents involving armed groups that stoke inter-communal tensions.

The Peacebuilding Commission congratulated the government of Burkina Faso for its continuous efforts, with regional and international support, to address the security situation and its humanitarian and socio-economic consequences, and for defining clear priorities for immediate action, in addition to existing emergency measures. Member States reiterated their commitment to help sustain peace in Burkina Faso, not only through the government’s Priority Action Plan, but also through the forthcoming National Development Plan (2021-2025).

The Commission welcomed the international partnership for prevention and peacebuilding in Burkina Faso, and called for coherent, strategic and targeted use of aid, measured by tangible improvements in the living conditions of the population. They encouraged Burkina Faso's partners to ensure immediate support for the implementation of the government's Priority Action Plan and asked the Chair of the Commission to work with the Government of Burkina Faso to track commitments made by partners and encourage coherent delivery. Member States urged bilateral and regional actors to complement efforts to help combat violent extremism conducive to terrorism and insecurity and to restore social cohesion and stability in the affected regions of the country.

\*\*\*

## Déclaration à la presse de la Commission de Consolidation de la Paix

### Partenariat pour la prévention et la consolidation de la paix au Burkina Faso

6 mars 2020

À la demande du Gouvernement du Burkina Faso, SEM Marc-André Blanchard a présidé une réunion de la Commission de Consolidation de la Paix (CCP) sur « Prévention et Consolidation de la paix au Burkina Faso » à New York le 5 mars.

La réunion s'est tenue dans le contexte d'une détérioration de la situation sécuritaire, qui a multiplié les défis humanitaires auxquels le pays est confronté, ceci malgré les efforts considérables déployés par le gouvernement du Burkina Faso pour répondre à ces menaces en évolution rapide. Le Ministre de l'économie, des finances et du développement, SEM Lassané Kaboré, a présenté un plan d'action prioritaire (*Matrice d'Actions Prioritaires - MAP*), que le Gouvernement du Burkina Faso a officiellement adopté juste avant la réunion, en étroite collaboration avec la Banque Africaine de Développement, l'Union européenne, les Nations Unies et la Banque mondiale. Ces partenaires étaient présents à la réunion et ont souligné leurs engagements à l'appui des domaines d'action du Plan, à savoir : (i) Sécurité et État de droit ; (ii) Services sociaux ; (iii) Gouvernance locale ; et (iv) Résilience et cohésion sociale.

La Secrétaire générale adjointe des Nations Unies aux affaires politiques et à la consolidation de la paix, Mme Rosemary A. DiCarlo, qui s'est récemment rendue au Burkina Faso, a présenté les efforts déployés à l'échelle du système des Nations Unies à l'appui des priorités du Burkina Faso en matière de consolidation de la paix.

La Commission de consolidation de la paix s'est déclarée profondément préoccupée par la détérioration de la sécurité et de la situation humanitaire et a exprimé sa solidarité avec le peuple et le Gouvernement du Burkina Faso. Les États Membres ont condamné les multiples attaques de groupes extrémistes contre des civils, les forces de sécurité et les fonctionnaires ainsi que des infrastructures publiques et privées et des lieux de culte, en particulier dans les régions du Sahel, du Nord, du Centre-Nord, de l'Est, du Centre-Est et de la Boucle de Mouhoun. La Commission a déploré les incidents de sécurité impliquant des groupes armés qui attisent les tensions intercommunautaires.

La Commission de Consolidation de la Paix a félicité le Gouvernement du Burkina Faso pour ses efforts continus visant à faire face à la situation en matière de sécurité et à ses conséquences humanitaires et socio-économiques, ceci avec le soutien régional et international, et pour avoir défini des priorités claires pour une action immédiate, en plus des mesures d'urgence existantes. Les États Membres ont réitéré leur engagement à contribuer à la consolidation de la paix au Burkina Faso, non seulement par le biais du plan d'action prioritaire du gouvernement, mais également par le biais du prochain plan national de développement (2021-2025).

La Commission a salué le partenariat international pour la prévention et la consolidation de la paix au Burkina Faso et a appelé à une utilisation cohérente, stratégique et ciblée de l'aide, mesurée par des améliorations tangibles des conditions de vie de la population. Elle a encouragé les partenaires du Burkina Faso à assurer un soutien immédiat à la mise en œuvre du plan d'action prioritaire du gouvernement et a demandé au président de la Commission de travailler avec le Gouvernement du Burkina Faso pour suivre les engagements pris par les partenaires et encourager la mise en œuvre cohérente. Les États Membres ont exhorté les acteurs bilatéraux et régionaux à compléter leurs efforts pour lutter contre l'extrémisme violent qui favorise le terrorisme et l'insécurité et pour restaurer la cohésion et la stabilité sociales dans les régions touchées du pays.

\*\*\*